

QU'EST-CE QUE LA C.E.S.?

«A la différence des syndicats nationaux, l'évolution de la C.E.S. ne relève pas de la lutte des classes, mais de l'institutionnalisation de la politique européenne».
Emilio Gabaglio, Secrétaire général de la C.E.S. de 1991 à 2003.

Dans une circulaire datée du 26 juin 2003, signée par Jean-Marc Bilquez et Marc Blondel, il est rendu compte de la participation des «dirigeants» de la C.G.T.F.O. aux «travaux» du Congrès de la C.E.S. qui s'est tenu à Prague du 26 au 29 mai 2003.

On y apprend que 4 secrétaires confédéraux se sont exprimés au cours de cette manifestation de l'Union Européenne.

On retiendra tout particulièrement la prestation du dénommé Jean-Marc Bilquez, apparemment «coopté» au Bureau Confédéral. Citons largement son morceau de bravoure...:

«Nous sommes aujourd'hui réunis à Prague, quel plus beau symbole pouvions-nous rêver pour finalement saluer syndicalement l'unification européenne, maintenant largement en marche, cette unification qui pour la première fois de l'histoire du continent se fait sur la base de la paix et de la démocratie et non au travers de conquêtes guerrières des uns et des autres.

Aujourd'hui, l'Europe est un fait, toutes les décisions économiques et sociales prises au niveau des différents États qui la composent, découlent des décisions du Conseil».

Les futurs retraités, les assurés sociaux, les millions de chômeurs, victimes de la politique qui «découle des décisions du conseil» apprécieront! Mais la triste réalité ne saurait altérer l'optimisme de ce singulier «syndicaliste» qui affirme froidement:

«Ces dernières années, la CES a tenté de développer le dialogue social avec un certain succès».

Mais le meilleur est à venir. Pour Jean-Marc Bilquez:

«La création d'une Europe sociale est un processus lent pour y parvenir, il est urgent que la C.E.S. abandonne sa position de lobby pour celle d'une véritable organisation syndicale dont l'action permanente a pour objectif de produire du droit».

La messe est dite ...Pour ce membre important du Bureau Confédéral de la C.G.T.F.O. «la mission d'une véritable (sic) organisation syndicale», ne serait pas, comme l'affirmait naguère, notre camarade Robert Bothereau, de «défendre les intérêts particuliers des travailleurs», mais «de produire du droit».

On pouvait imaginer que dans une nation démocratique, la fonction de «produire du droit», relevait de la responsabilité du parlement élu au suffrage universel. Il est vrai que «l'Union Européenne» n'est ni une nation ni une démocratie. Elle n'est finalement qu'un état supra-national à vocation totalitaire!

Il est également vrai que pour les idéologues de la «doctrine sociale de l'Église», fervents partisans du «corporatisme» cher à Mussolini et à Salazar (pour ne citer que ces deux-là), la démocratie est, à proprement parler, démoniaque. Dans ces conditions, reconnaissons que le «camarade» Bilquez et ses pareils qui pratiquent allègrement «l'entrisme» ont quelques excuses de confondre les genres, d'autant que le Bureau Confédéral de la C.G.T.F.O., toutes tendances réunies, accepte de participer au fameux comité de dialogue social dont Jospin disait qu'il était destiné à faire des syndicalistes... des co-législateurs!!!

Reconnaissons cependant que l'ex-secrétaire général de la C.E.S. a lui, au moins le mérite d'annoncer clairement la couleur lorsqu'il écrit:

«A la différence des syndicats nationaux, l'évolution de la CES ne relève pas de la lutte des classes, mais de l'institutionnalisation de la politique européenne».

Et ce n'est pas la promotion du néo-stalinien Joël DECAILLON (la soupe est bonne, mon général!) qui empêchera la C.E.S. d'être, un peu plus chaque jour, un danger mortel pour l'indépendance des organisations syndicales que les travailleurs ont bâties pour la défense de leurs intérêts.

Mais, malheureusement, une question se pose: La «direction» confédérale de la C.G.T.F.O. ne serait-elle pas, consciemment ou non, en train de «brader» l'héritage de la vieille C.G.T.?

Alexandre HÉBERT.

CHRONIQUE D'UNE TRAHISON ANNONCÉE

Dans le précédent numéro de «*l'Anarcho-Syndicaliste*», notre camarade Alexandre Hébert dresse un bilan lucide et sans complaisance des récents mouvements sociaux contre la destruction des retraites. Tout en souscrivant à l'essentiel de son analyse, j'apporterai ma propre vision des choses avec parfois quelques nuances.

S'il est permis d'espérer que nous n'ayons pas perdu la guerre, force est de constater que nous avons perdu une bataille, et non des moindres. Le gouvernement est en passe de faire passer sa contre réforme des retraites. Comment en est-on arrivé là? Des erreurs ont-elles été commises? Lesquelles? Par qui? Peut-on parler de trahison? Était-ce inévitable? Autant de questions difficiles auxquelles il convient d'apporter des éléments de réponse si l'on ne veut pas se résigner à la destruction des droits sociaux, à la disparition progressive de toutes les conquêtes du mouvement ouvrier, car tel semble bien être l'objectif du gouvernement et du MEDEF.

Pour espérer gagner trois conditions doivent être réunies: disposer d'un outil efficace, définir un mandat clair et développer une stratégie pour le faire aboutir.

LE RÔLE DES CONFÉDÉRATIONS OUVRIÈRES

L'outil naturel de la classe ouvrière n'est autre que l'organisation syndicale. Certains ont cru pouvoir s'en passer. Ce fut le cas notamment des militants de *Lutte Ouvrière* qui n'ont eu de cesse dans les Assemblées Générales de tenter de marginaliser les syndicats. Ainsi a-t-on pu voir de nombreux enseignants - certains de bonne foi - s'investir dans une nébuleuse coordination qui se refusait systématiquement à définir un mandat clair et qui organisait des manifs festives ou des violences gratuites (à moins que certains s'imaginent sincèrement pouvoir prendre l'assemblée d'assaut avec 500 militants contre un barrage de CRS!). Malheureusement, les gauchistes n'occupent que la place laissée libre par les organisations ouvrières.

Pour que les confédérations syndicales jouent leur rôle, il faut impérativement qu'elles restent fidèles à l'esprit de la *Charte d'Amiens*. Ce qui élimine d'emblée les fédérations enseignantes, qui, comme à leur habitude, se sont avérées être les relais de leur administration de tutelle (si bien nommée!). Ces fédérations en choisissant l'autonomie se sont coupées de la classe ouvrière, elles ne peuvent alors, pour survivre, que jouer un rôle de subsidiaire. Rien d'étonnant alors à ce que la FSU, par un réflexe corporatiste méprisant vis-à-vis des «*prolos de l'Éducation Nationale*», abandonne les personnels non enseignants à la régionalisation. La même FSU qui, en appelant à la grève, tout en refusant de demander le report du Bac, ne fait rien moins que mettre en application la notion réactionnaire de «*service minimum*».

Que dire alors des confédérations? Nous passerons rapidement sur la CFDT qui, une fois encore, a démontré que ses racines catholiques la vouent à la recherche d'un mythique intérêt commun, dont chacun sait qu'il n'est rien d'autre qu'un leurre inventé par la bourgeoisie et l'Église afin de nier la lutte de classes. En signant la destruction de nos retraites avec le gouvernement et le MEDEF, la CFDT n'a pas trahi puisqu'elle n'a jamais été une organisation au service de la classe ouvrière.

Il est d'ailleurs surprenant que certains le découvrent aujourd'hui, on pouvait imaginer que les derniers à s'être, honnêtement, trompé sur la nature de cette officine catholique, avaient ouvert les yeux en 95.

Peut-on parler de syndicalisme indépendant en évoquant la C.G.T.? Jusqu'au dernier moment la centrale de Montreuil a défendu un axe privilégié avec la CFDT, axe logiquement renforcé par son entrée dans la CES. La CGT, toujours inféodée aux néo-staliniens est, au niveau national, noyée dans la gauche plurielle. Le spectacle de Thibault s'en allant se faire acclamer au congrès du parti dit «*socialiste*» était pitoyable. Lorsque l'on sait que le gouvernement socialo a préparé le terrain à Raffarin en commandant moult rapports sur les retraites, tous plus alarmants et mensongers les uns que les autres, en n'abrogeant pas les mesures Balladur, que même dans «*l'opposition*» les députés de gauche ne remettent pas en cause la soi-disant nécessité d'augmenter la durée de cotisation, il n'est pas surprenant que Thibault se soit refusé à mettre en avant les mots d'ordre de retrait du plan Fillon et de 37,5 annuités pour tous, ce qui lui valut les louanges de Fillon qui n'eut de cesse de s'enthousiasmer pour son «*attitude responsable*» et son «*opposition raisonnable*».

Il faut dire qu'en constituant en 2002 avec la CFDT, la CGC, et la CFTC, un comité intersyndical d'épargne salariale (CIES), en langage moins hypocrite un comité de gestion de fonds de pension, la CGT est bien mal placée pour défendre nos retraites. De plus, en intégrant la CES, la CGT est devenue une des organisations subsidiaires de la commission européenne. Comment, dans une telle situation, combattre la destruction des retraites méthodiquement organisée par les bureaucrates de Bruxelles?

Il reste à se pencher sur le cas de la C.G.T.F.O. Certes, la direction de la Confédération n'a pas hésité, au nom de la sacro-sainte unité à s'aligner sur les positions de la CFDT (cf l'appel à manifester du 1er février), puis de la CGT. Une telle attitude a indéniablement contribué à semer le trouble et les illusions dans la classe ouvrière. Il convient de rappeler que si la C.G.T.F.O. s'est refusée à gérer les fonds de pension, si Marc Blondel ne se risquerait pas à aller faire le beau au congrès du PS, l'appartenance de la C.G.T.F.O. à la C.E.S. pose les mêmes problèmes d'indépendance que ceux décrits dans le cas de la CGT. Ceci étant, force est de constater que le fédéralisme a permis de ne pas sombrer totalement dans une stratégie d'accompagnement des contre réformes voulue par l'appareil dit «*réformiste*». Des fédérations, comme celle de l'enseignement, des Unions Départementales, à Paris par exemple (pour ne citer que ces deux cas que je connais directement) se sont efforcées, malgré quelques errements «*unitaires*», de construire la grève pour le retrait du plan Fillon.

QUEL MANDAT?

Venons-en maintenant au mandat. Il convient d'être lucide. Le gouvernement n'a pas lésiné pour faire passer sa propagande visant à faire croire que la réforme était inéluctable. La presse aux ordres, les experts économiques, grands gourous de ce nouveau millénaire, certains «*syndicalistes*» (sic) ont fait part de brillantes analyses «*socio-économico-démographiques*» tendant toutes à démontrer que la réforme des retraites (en réalité sa destruction, car il est incongru de parler de réforme pour désigner une mesure rétrograde) s'imposait à tous, au même titre que la succession des saisons. Ainsi, tout individu niant ce fait était considéré comme un hérétique, comme un dément niant l'évidence.

Ils ne furent pas nombreux, les syndicalistes qui osèrent braver le tabou, qui affirmèrent que la destruction des retraites était un choix politique et non une nécessité économique. Ils se comptèrent sur les doigts d'une main, ceux qui comparèrent les moyens nécessaires pour la sauvegarde de nos retraites aux cadeaux fiscaux que perçurent les entreprises, qui firent remarquer que si les dépenses sociales augmentaient il en était de même de la productivité des travailleurs. Ils furent bien rares les «*iconoclastes*» qui s'étonnèrent qu'au Brésil, pays qui ne connaît pas, c'est le moins que l'on puisse dire, un vieillissement de la population, les mêmes contre-réformes étaient appliquées.

Le rôle des organisations ouvrières était donc d'affirmer haut et fort que la seule justification de la «*réforme*» des retraites était de détruire les droits sociaux de la classe ouvrière et de livrer l'argent des retraites à la spéculation via les fonds de pension. Au lieu de cela on vit fleurir les déclarations intersyndicales avançant l'idée qu'une autre réforme, nécessaire, était possible. Encore une fois, l'unicité syndicale s'avéra être un piège, un leurre pour la classe ouvrière.

Pourtant, dans les assemblées générales, dans les manifestations, des militants syndicalistes, souvent membres de la C.G.T.F.O. mais pas seulement, réussirent à définir des mots d'ordre clairs comme ceux

adoptés à l'unanimité par l'AG des instituteurs parisiens: - retrait du plan Fillon, - 37,5 annuités pour tous (public, privé), - maintien du code des pensions, l'abrogation des mesures Balladur, - abandon des projets de décentralisation, - pas un AE au chômage, emplois statutaires pour tous et titularisation des précaires.

On ne peut donc que regretter, qu'au nom de l'unité syndicale, on adopta trop souvent des mots d'ordres équivoques, contradictoires avec le mandat de la base.

GREVE GÉNÉRALE?

Enfin, dernier point: quelle stratégie fallait-il mettre en œuvre pour faire aboutir les revendications? Cette question peut se résumer à une autre qui s'est posée durant tous ces mouvements sociaux, à savoir: les confédérations ouvrières devaient-elles appeler à la grève générale?

En préalable, il est nécessaire de rappeler que la grève générale, telle qu'elle fut définie par Pelloutier en son temps, est une arme révolutionnaire émancipatrice, c'est sans doute ce qui effraya nombre de bureaucrates syndicaux. A ce titre, la grève générale ne se décrète pas, c'est une évidence. Cependant, l'ampleur des manifestations de ce printemps, l'état d'esprit combatif des grévistes peut laisser supposer qu'elle était possible sinon probable. N'était-il pas, dans ce cas, de la responsabilité des confédérations ouvrières d'appeler à la grève générale, même au risque qu'un tel appel ne soit pas suivi d'effet? C'était en tout cas, certainement la seule possibilité de faire plier le gouvernement qui pariait sur une simple grève enseignante et son enlèvement inéluctable.

Quoiqu'il en soit, les «*leaders*» syndicaux préfèrent user les manifestants en appelant à des temps forts successifs sur des mots d'ordre on ne peut plus flous. Il paraît évident que la CGT refusa d'appeler à la grève générale car la «*gauche plurielle*» n'était plus à même d'assumer le pouvoir.

La position de la C.G.T.F.O. fut plus complexe. Marc Blondel, comme il l'a exprimé dans un entretien au «*Parisien*», craignait que la grève générale ne débouche sur un mouvement révolutionnaire. Mais, dans le même temps, de nombreuses fédérations et UD-FO appelaient à la grève générale, d'une manière parfois incantatoire, il est vrai. Sous la pression de la base, la C.G.T.F.O. en vint finalement à appeler à la grève générale à Marseille, mais Marc Blondel savait alors parfaitement qu'il était trop tard et que son appel ne serait pas relayé par la C.G.T.

PERSPECTIVES

D'aucuns, sans doute pour faire oublier leurs attermoissements passés, nous promettent une rentrée chaude. Nous ne lisons pas dans le marc de café et tout paraît possible. La stratégie du gouvernement qui, en refusant toute négociation sur le paiement des jours de grève, espère dissuader les travailleurs de s'engager de nouveau dans une grève longue peut s'avérer payante. A moins, au contraire, qu'elle n'attise la rancœur et le désir d'en découdre. A suivre...

Pour notre part, en tant que militants révolutionnaires, nous devons nous tenir prêts dans l'éventualité d'une authentique grève générale. Nous devons tirer les leçons des erreurs commises, lutter contre les bureaucraties syndicales toujours promptes à l'intégration et faire vivre la démocratie ouvrière pour que le mandat des militants soit respecté.

Attention cependant à ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain: la nécessaire critique anti-bureaucratique ne doit pas nous amener à nous illusionner sur la nature réactionnaire des coordinations dont l'action se borne souvent à une stérile agitation sous l'influence des politicards de «*la gauche de la gauche*».

Le syndicat, malgré toutes ses faiblesses, reste la seule arme efficace aux mains des travailleurs.

Christophe BITAUD.

A PROPOS DE «L'ÉTAT DE LA ROUTE»...

Ci-dessous l'essentiel d'une lettre d'Aristide LAPEYRE à René SAULIERE alias André ARRU, tous deux étant alors militants et conférenciers de la *Fédération Anarchiste* et de la *Libre Pensée*. A l'époque, René, ancien membre du mouvement libertaire à Bordeaux jusqu'en 1939, habitait Marseille. Cette lettre a déjà été publiée dans le n°2 (avril 1986) des «*Cahiers des Amis d'Aristide Lapeyre*».

L.A.S.

Bordeaux, 19 août 1951

Mon cher Ami,

Il n'y a de désillusion que pour qui s'est illusionné, aussi, mon ami, je te comprends. Nous voulions la paix, nous avons eu la guerre, nous voulions la Révolution, nous ne sommes qu'une poignée qui ne va pas à dix mille... mon ami, je te comprends.

Mais, voilà, je continue. Je continue à détester la guerre et à penser qu'elle disparaîtra, je continue à croire à la Révolution Sociale et je travaille à tuer la guerre et à faire la Révolution sociale. Et même, je n'ai pas eu un seul instant l'impression que j'avais, dans le passé, perdu mon temps.

Je n'ai pas atteint mon but? Si! Je n'ai pas atteint le but que les autres s'assignaient sans doute. Les autres qui voulant la fin n'en voulaient pas les moyens. Pour moi, il n'y a pas de but, mais une marche vers quelque chose d'illimité, une marche qui, se heurtant à des obstacles peut zigzaguer, parfois se ralentir ou se hâter, mais une marche qui tient compte de l'état de la route.

Quand il y a eu la guerre, je l'avais combattue sans merci, j'en avais parfois annoncé l'impossibilité, mais toujours en expliquant pourquoi et comment. Je savais bien que ces * comment » étaient improbables, mais je savais aussi qu'en les faisant connaître, en attirant l'attention des auditeurs sur tel ou tel geste, je faisais naître telle idée. Non pas chez tous, hélas! Je savais aussi que le résultat dépendait d'un certain nombre d'autres facteurs qui ne dépendaient pas de moi ni, généralement, de mes auditeurs. Ce ne sont pas ceux qui m'ont écouté qui ont failli. Les facteurs que je savais indéterminés encore ont joué contre nous. Mais la guerre a eu un caractère bien particulier et je sais que nous en avons eu notre part. Non, nous n'avons pas perdu notre temps.

Je peux te dire cela de la Révolution Sociale. Et je suis heureux, bien heureux, de ce paragraphe de la lettre du 4 décembre 1950, que je transcris:

«Tu as toujours été un peu une énigme pour moi et c'est à la lumière de l'expérience acquise qui me fait comprendre ton comportement que je crois pouvoir définir ainsi: semer et attendre la récolte, cette dernière ne sera bonne que si le terrain est bon, la graine bonne, les engrais bons, la plante ne sera toujours que ce qu'elle peut être. Indiscrétion: Est-ce que je me trompe?».

Oui, en gros, c'est bien cela. Tu as vu juste. C'est bien là mon œuvre et bien ce que je pense. Et c'est pour cela que tous les instants de ma vie préparent partout, chez moi et chez tous, du mieux. Quand arriverons-nous? Immédiatement, à ce que nous voulons et pouvons, jamais à ce que nous voudrions. Plus de santé, plus de bien-être, plus de liberté, plus de science, plus d'amour, à tout instant. Évolutionnisme? Révolutionnarisme? Des mots! Toujours plus de joie pour chacun, implique plus de joie pour tous, joie collective ou joie partagée: la conception anarchiste.

Alors, Individualisme? Communisme? Des mots!

Mais il faut des mots, des mots-drapeaux, car la culture individuelle, intensive, ne doit pas faire oublier les vastes domaines et la culture extensive qui leur convient.

Aristide.

LETTRE À UN SECRÉTAIRE DE SYNDICAT

Mon cher camarade,

Ainsi que je l'ai annoncé à la fin de mon intervention, lors de l'Assemblée Générale du syndicat, le 24 juin dernier, je t'adresse ce courrier afin de préciser quelque peu ma pensée. En effet, une seule A.G. du syndicat, en fin de conflit n'a pas permis que chacun puisse s'exprimer avec suffisamment de temps, d'autant qu'il n'y a pas eu de second tour de parole. Or, nous vivons une période qui nécessite que les adhérents, les militants, aient tout loisir d'échanger, de confronter leurs analyses et leurs opinions, face à l'offensive antisociale de grande envergure que nous subissons. Jamais (si j'excepte Vichy) notre syndicalisme n'a été, dans son essence même, remis en cause avec autant de persévérance que depuis quelques années. Il est vrai, qu'en assistant comme observateur à pas mal d'assemblées générales d'autres syndicats de l'U.D. en grève, étant présent à toutes les manifestations F.O. et écoutant les militants dans les réunions du comité général de l'U.D., participant à de nombreuses discussions, lisant attentivement les circulaires des Fédérations F.O., de la Confédération ainsi que «F.O.-HEBDO», j'ai pu largement compenser les carences du syndicat auquel j'appartiens pour appréhender le mieux possible la situation et comprendre ce que resentaient et formulaient les camarades.

C'est pourquoi ma première affirmation est pour dire à nouveau les vifs regrets que j'éprouve en constatant l'absence quasi-totale du syndicat dans cette action de la classe ouvrière, mais aussi la colère ressentie, car non seulement le syndicat s'est abstenu en tant que tel d'y participer, mais il l'a condamnée publiquement, suivant en cela les consignes fédérales. Il faut avoir une bonne dose de patience pour lire jusqu'au bout la circulaire du 4.08.03! Dénoncer les «*pratiques stalinienne*s» dans la confédération, sans apporter le moindre petit bout de début de preuve (et pour cause) est un procédé indigne de militants ouvriers. Ce n'est pas un procédé anodin. Il ne s'agit pas d'un écart de langage spontané comme nous pouvons tous en avoir dans le feu d'une discussion: il s'agit d'un texte écrit, sur lequel on réfléchit, pour lequel on pèse chaque mot surtout dans une période comme celle-ci. Je remercie d'ailleurs pour sa franchise le secrétaire fédéral présent ce jour là, qui dans son intervention a indiqué qu'il «*assume, persiste et signe*».

Moi aussi, je persiste et signe. Je n'accepte pas, je n'accepterai jamais que l'on banalise l'expression «*stalinien*». Le stalinisme, cette vérole du mouvement ouvrier est responsable de l'horrible déviation policière qui assassina la révolution russe, il est responsable (avec d'autres) de la défaite de l'Espagne républicaine, antifasciste, révolutionnaire, en 1936-39, de Budapest en 1956, de Prague en 1968, il est directement responsable de toutes les divisions du mouvement ouvrier et syndical. La liste est longue! Les secrétaires fédéraux, et, bien entendu, le secrétaire général, savent tout cela. J'ai donc tendance à penser (tendance lourde) que l'utilisation de telles méthodes est peut-être liée à la proximité du congrès confédéral et qu'il convient à ceux qui ont vocation de «*C.F.D. Tiser*» la Confédération d'utiliser de tels grossiers amalgames contre tous ceux qui veulent que la C.G.T.F.O. ne se recentre pas, qu'elle conserve intacte sa conception d'indépendance pour continuer à pratiquer son réformisme, c'est-à-dire qu'elle refuse toute forme d'intégration, de simple accompagnement de décisions économiques et sociales des gouvernements, de collaboration active avec ceux-ci pour leur réalisation, en bonne application du principe de subsidiarité, ce principe totalitaire d'organisation de la société.

Il est vrai qu'en la matière, notre camarade Michel HUC, secrétaire général, sait de quoi il parle, même s'il nous en parle mal en transformant les réalités, comme il le fit, en 1992, dans un éditorial de la «*Métallurgie Syndicaliste*», en pleine campagne référendaire pour le traité de Maastricht ! (Document joint). Vouloir nous faire prendre «*le principe de subsidiarité*» pour «*le fédéralisme syndical*», alors qu'il en est très exactement le contraire...Il faut le faire! Publier, à cette époque, un pareil texte dans l'organe officiel de la fédération, c'était indiscutablement un acte politique de grande signification, dans la mesure où c'est sur cette notion de «*subsidiarité*», base de la doctrine sociale de l'Église, qu'est construit le traité de Maastricht.

Il est également vrai qu'aujourd'hui Michel HUC et ses amis ont de quoi être satisfaits. Ils ont (pour l'instant, car il peut y avoir des lendemains) gagné sur ce terrain: le principe de subsidiarité a été explicitement revendiqué par le Premier Ministre actuel dans son exposé des motifs du projet de révision constitutionnelle. Il est désormais inclus dans la constitution française après le vote scandaleux du Parlement français le 17 mars 2002. Il est également inscrit dans le projet de constitution européenne, à la grande satisfaction de Jacques Delors et à la non moins grande satisfaction de la C.E.S. qui se félicite d'avoir obtenu gain de cause sur sa revendication! Cette construction politique de la subsidiarité entraîne en toute logique (elle est

faite, entre autre, pour ça) la transformation de la nature même du mouvement syndical, de son rôle dans la société (Société toujours divisée en classes sociales aux intérêts antagonistes).

Je pourrais remonter très loin dans notre histoire syndicale pour illustrer ce propos. Mais le conflit de fin 1995 (au cours duquel j'avais déjà noté les hésitations de quelques camarades) fut très révélateur, au-delà de l'aspect purement financier de la gestion de la Sécurité Sociale, il s'agissait bien de transformer les organisations syndicales en simples délégataires de l'État dans les conseils d'administration des C.P.A.M. et dans celui de la C.N.A.M., d'en faire des «*subsidiaries*». Ce qui signifie que prétendre maintenir, à ce moment là, une candidature F.O. à la présidence de la C.N.A.M. n'était pas une question secondaire mais bien fondamentale. La décision prise, largement ratifiée par le congrès confédéral de 1996, fut la bonne, car la règle essentielle, toujours et dans tous les cas, c'est de préserver l'indépendance de la confédération vis-à-vis de l'État. Or, nous sommes aujourd'hui, et certainement avec plus d'acuité qu'il y a huit ans, placés devant la même situation: un gouvernement décide (sur injonction des instances politiques européennes) une transformation radicale de notre système de retraite: il ne nous propose même pas de négocier. Sous couvert de «*concertations*», de «*consultations*», il nous dit: «*Voilà ce que j'ai décidé et qui sera appliqué, que je vous demande d'approuver, car il n'y a pas d'autres solutions*».

Donner son accord à ce projet destructeur, se contenter de proposer quelques aménagements à la marge mais qui ne changent rien sur le fond, c'est s'en porter garant devant les salariés! C'est, d'interlocuteurs que nous sommes, nous transformer en partenaires, c'est-à-dire jouer dans le même camp. Au-delà de l'immense recul social pour la classe ouvrière toute entière, c'est accepter comme inéluctable la méthode gouvernementale et patronale d'encadrement strict de l'organisation syndicale dont la seule «*liberté*» serait désormais, en toute subsidiarité, d'être fidèle exécutrice et accompagnatrice des projets décidés à Bruxelles. C'est inacceptable pour la C.G.T.F.O. dont la raison d'exister est justement de permettre à la classe ouvrière et à l'ensemble des salariés de s'organiser en indépendance totale par rapport à l'État:

«...considérant que le syndicalisme ouvrier ne doit pas lier son destin à celui de l'État, ni s'associer à des groupements politiques dont l'objectif est la conquête de cet État et l'affermissement de ses privilèges, l'organisation syndicale réalisera son programme et ses perspectives en toute indépendance!».

Cet extrait du préambule des statuts confédéraux, voté lors du congrès constitutif de la confédération en 1948, s'oppose radicalement à ceux qui tentent de dévoyer l'organisation. C'est en oubliant ce principe que «*nous perdrons notre âme*» (pour employer l'expression d'un camarade métallo, à un comité général de l'U.D.) et non pas en participant aux actions qui se développaient, en les impulsant et en tentant de les organiser, en essayant de les généraliser.

En ce sens, l'idée de grève générale interprofessionnelle lancée par plusieurs syndicats, Fédérations, Unions Départementales, reprise par des milliers, voire des centaines de milliers de manifestants et de grévistes, proposée enfin par la Confédération à Marseille, était une idée juste traduisant une claire compréhension de la situation, à savoir, que face à l'ampleur de l'attaque, seul un mouvement, lui aussi de très grande ampleur, serait de nature à faire reculer gouvernement et MEDEF. Cette volonté de généralisation en tant que stratégie réaliste s'opposait directement aux manifestations à répétition, aux «*temps forts*» (comparables à ce qu'on appelait autrefois les grèves tournantes) aux pétitions, aux «*piques-niques revendicatifs*» que l'appareil politique qui dirige la C.G.T. s'est évertué à véhiculer.

La généralisation de la grève n'a pas eu lieu. Il n'y a pas eu d'explosion sociale d'envergure, de déferlement, de débordement comme à d'autres périodes de notre histoire. Les raisons en sont multiples et diverses: on évoque la précarité, l'incertitude, le chômage, notamment pour le secteur privé. Sans doute! Ce sont des faits que l'on ne peut ignorer. On dit aussi...que l'abstention massive des salariés dans les consultations électorales se traduit également, pour une part, dans l'action sociale, syndicale, on oppose le privé au public, les fonctionnaires seraient des privilégiés... etc... Nous savons bien, aussi, par expérience, qu'il ne suffit pas d'appuyer sur un bouton pour que la classe ouvrière, obéissant au doigt et à l'œil à des décisions de sommets, se mette en grève générale. Mais le fait que des dizaines, voire des centaines de milliers de manifestants, demandant à leurs organisations syndicales de s'engager résolument, n'aient eu comme seule réponse qu'un non catégorique de la C.G.T. et tardivement, une proposition positive de la C.G.T.F.O., a, sans aucun doute, largement contribué à la non généralisation. Certes, je ne néglige pas, loin s'en faut, l'argument consistant à dire, pour la C.G.T.F.O.: «*seuls, nous ne pouvons pas*». C'est une réalité, mais qui donne la mesure de l'immensité du chantier que nous avons devant nous. Et qui donne aussi la mesure de la contradiction (et des difficultés qui en découlent) de proposer l'unité d'action à une organisation dont nous savons qu'elle est totalement opposée aux revendications que nous postons; la C.G.T. (tout au moins l'appareil qui la dirige) a complètement basculé dans le cap de l'intégration, aux côtés de la C.F.D.T. C'est sans

doute pour cela et parce que bonne élève de la C.E.S., dont elle approuve le programme d'asservissement (que la Confédération a eu raison de ne pas voter au dernier congrès et qui est une exigence de la *Banque Centrale Européenne*) qu'elle a reçu les félicitations publiques du gouvernement pour son attitude au cours du mouvement.

Mon cher camarade, nous serons en permanence de plus en plus confrontés aux situations qui mettent directement en cause (et pas seulement théoriquement) notre indépendance. Dans ces conditions, les accords collectifs d'entreprises obtenus grâce à la pratique conventionnelle qui est la nôtre, ne doivent pas exonérer les camarades de leur participation active aux mouvements d'ensemble de la classe ouvrière, surtout lorsqu'il est question des problèmes qui nous concernent tous et qu'il s'agit j'y insiste, de notre indépendance par rapport à l'État.

Le syndicalisme (le nôtre) n'est pas circonscrit dans l'entreprise, c'est pour cela qu'il est confédéré. C'est ce qu'ont compris, parmi d'autres, les personnels F.O. de l'Éducation Nationale qui ont lutté contre les mesures de décentralisation, non pas seulement parce qu'elles portent atteinte à leurs intérêts corporatifs immédiats, mais parce qu'elles sont les conséquences du «*détricotage*» de la République imposé par les lois de décentralisation et de régionalisation. A cette étape, nous n'avons pas gagné pour l'instant!

Or, le gouvernement continue imperturbablement la politique maastrichienne, à la grande satisfaction du MEDEF. Les divergences actuelles sur les pourcentages du déficit public, pour non négligeables qu'ils soient, ne nous feront pas oublier la prochaine grande offensive sur l'assurance maladie, la représentativité syndicale et la négociation collective, la poursuite de la politique de décentralisation, de régionalisation, le démantèlement, progressif mais continu, de l'École Publique Laïque. A ce propos, j'ai été particulièrement choqué et peiné à la lecture du tract de mes amis de l'E.A.D.S.-Sogerma du 10 juin 2003.

Voici donc quelques réflexions. Tu voudras bien m'excuser de la longueur de cette lettre, qui pourtant ne fait que résumer les questions essentielles que nous devons résoudre. C'est une contribution aux discussions que nos instances, nos assemblées générales, devraient avoir par rapport à la situation générale actuelle, dans laquelle il faut inclure, bien évidemment la préparation du Congrès Confédéral de février 2004.

Avec mes meilleures salutations syndicalistes.

Jo. SALAMERO

Adhérent à la section syndicale des pré-retraités et retraités
de l'Union Syndicale des Métaux (U.S.M.) F.O. Bordeaux.

P.S.: Bien entendu, lorsque des camarades me demandent mon opinion sur les événements actuels, je discute, j'échange des documents, et parmi eux, maintenant que tu l'as reçue, cette lettre.

EN VRAC...

ILS NOUS PRENNENT EN OTAGES

Ces salauds de grévistes! Ils prennent en otages les usagers de la SNCF, du métro, des trams et des bus. Tous les producteurs et distributeurs de biens et de services, lorsqu'ils se mettent en grève, prennent en otages les clients intéressés par ce qu'ils produisent ou distribuent.

Quand je tombe sur un con ou une conne qui me sert cet argument débile, je lui rétorque méchamment: «*Donc, quand ils bossent, c'est-à-dire la plupart du temps, c'est vous qui les prenez en otage*». Tête du (de la) de cujus qui n'avait pas imaginé que son raisonnement bancal se retournait comme une capote anglaise.

Quant au service minimum, il existe. C'est celui qu'on observe pendant les jours de grève des salariés des transports en commun.

FAJARDIE SE RECYCLE

C'était y a plus d'vingt ans. Mitterrand aspirait encore à emménager à l'Élysée. J'ne savais même pas qu'il existait un auteur, de talent, d'polars noirs signant Frédéric H. Fajardie. Rue d'Tolbiac, presque en face d'la fac, y avait un bouquiniste - dont j'appris plus tard qu'c'était son père - où j'agrandissais mon fonds de bouquins calotins modernistes, j'en ai bien ramené un mètre et demi à deux mètres sur un demi-douzaine d'années.

Un jour qu'y j'cherchais un cadeau pour un pote, j'tombe sur *La misère* cosigné par Louise Michel et un illustre inconnu. Un affreux mélo, mais une édition reliée d'la fin du XIX^{ème}, avec présentation vieillotte et gravures. J'tomb'sur l'fils qui m'dit gentiment: «*Monsieur, je ne souhaite pas vendre ce livre à n'importe qui*». J'l'en félicite et lui indique qu'il s'agit d'un cadeau pour les soixante-dix ans d'un copain qui avait été trésorier et secrétaire général de la *Fédération Anarchiste*. Plus d'problèmes et on bavasse un peu. Dans la foulée d'68, il avait fricoté dans un groupe gauchiste, avec Serge July, puis s'était reconverti en auteur d'polars noirs. Ce qui, entre nous, l'rend moins dangereux et plus sympa qu'l'autre.

Depuis, j'le suis à la trace: *Tueurs de flics, Sniper. La théorie du 1%, Le faiseur de nuées. Sous le regard des élégantes, Querelleur*, etc... sans oublier *Jeunes femmes rouges toujours plus belles* (on peut préférer les rouges et noires) et quelques recueils de nouvelles, «*Mort d'un lapin urbain, Le loup par les oreilles... Y z'ont d'la gueule*» ses textes. Avec sa touche personnelle y peuvent faire penser parfois à Horace Mac Coy ou Dashiell Hammett. A mon avis, c'est du même niveau. Bien sûr, faut aimer l'genre.

Aimer aussi son nouveau genre, car y vient d'se recycler dans l'romain d'cape et d'épée et, ma foi, «*Les foulards rouges*» (dans *le Livre de Poche*) sont plus près de Dumas que d'Zévaco. Sur fond permanent d'ironie, un scénario parfois délirant où les anachronismes voisinent avec des coquetteries sémantiques archaïques. Cent ans avant *les Lumières* on y voit apparaître les premiers faux-pas de la devise *Liberté, Égalité, Fraternité* et il y étale une thèse d'un cynisme atrocement réaliste: même si dans *la Fronde* quelques bourgeois (lorgnant sur les «*savonnettes-à-vilains*») ont rallié les aristocrates, il s'agissait d'une continuation de la lutte, commencée vers la fin du Moyen Age, de la classe bourgeoise contre la classe aristocratique, qui fut à ce moment-là arbitrée par Mazarin et Louis XIV encore adolescent. Et pour être «*progressiste*» il fallait être avec le roi, qui se rodait à la monarchie absolue, contre les aristocrates qui voulaient revenir aux structures sociales du XV^{ème} siècle. Voir à ce sujet les *Mémoires du Cardinal de Retz*.

Amusant quand on est en plein dans un monde où la classe bourgeoise veut ramener ses rapports avec le prolétariat à ce qu'ils étaient au XVIII^{ème} siècle. Fajardie a promis au moins une suite.

NOUVELLES DU FRONT

Raffarien a voulu faire de l'humour en affirmant d'son opposition qu'ell' «*préfère son parti à sa patrie*». Quell'idée! D'autant qu'ce jour-là l'opposition à Raffarien avait aucun sens de l'humour. Cela fait bientôt 70 ans qu'la chronique des «*gueules de vache*» a disparu de l'Huma et depuis ils sont devenus des superpatriotards. Quant au P.S. il a immédiatement rétorqué qu'il a toujours défendu l'intérêt national. Faut dir'que depuis «*l'union sacrée*» de 14/18 il en a pris l'habitude.

J'me souviens d'un' époque où l'un des meilleurs slogans était: «*intérêt national égale intérêt du capital*». C'est plus la mode d'le dire, mais c'est toujours vrai. Et l'PS a montré qu'l'intérêt du capital, y sait s'en soucier.

Spidi-Sarto, notre très cher sinistre de l'intérieur, a relancé le débat sur le voile islamiste en faisant semblant d'provoquer une assemblée d'ces messieurs-dames en affirmant que les religieuses catholiques devaient enlever leur cornette pour leurs photos d'identité. Aussitôt, madame Bernadette Chaudron d'Courcel, la meuf morganatique du grand dépendeur d'andouilles de l'Élysée, dont une des principales qualités est de détester Sarko (parce que, paraît-il, dans des temps anciens y se s'rait mélangé les pinceaux avec la fille d'ladite (nous on s'en fout!) intervient auprès du préfet du Var pour qu'une d'ses potes, mère supérieure d'un couvent du coin, puisse être photographiée en cornette sur sa carte d'identité. Ils s'amuse comme ils peuvent et comme toujours sur not'dos. Mais de quoi quess'mêle cett'aristo embourgeoisée? Ell'a d'jà fini d'compter ses pièces jaunes?...

Vu à la d'aventure d'une Procure de province. Un bouquin d'un certain Jean de Montalembert intitulé «*Il est plutôt intelligent de croire*». Surtout si ça vient d'un nom à rallonge, on a toujours l'droit d'se dire qu'c'est

plutôt con. Un peu au-dessus la gueul'béate d'Henri Tisot titrant «*Dialogue avec mon ange gardien*» et pour conclure «*les rires de dieu*» de Claude Sales. Vrai qu's'il existait, il aurait plein d'raisons d'se payer la gueule des balours niaiseux qu'il aurait créés.

Marc PRÉVÔTEL.

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»
19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé
Abonnement pour 20 numéros: 25 euros. Abonnement de soutien: 35 euros.
Verser à: Mme PESTEL-HEBERT - CCP 515-14 C Nantes
Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste
Directeur de publication: Alexandre HÉBERT
